

LES PETITS ÉTATS INSULAIRES EN VOIE DE

G L O B A L E N V I R O N M E N T O U T L O O K

Le quatrième rapport sur l'avenir de l'environnement mondial "L'environnement pour le développement" (GEO-4) est publié en 2007, exactement 20 ans après la publication du rapport séminale de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED) – Notre futur commun – qui a placé le développement durable dans les programmes des gouvernements et autres décisionnaires. GEO-4 est le rapport de l'ONU le plus complet sur l'environnement, préparé par environ 390 experts et révisé par plus de 1 000 autres partout dans le monde.

Embargo jusqu'à 11h30, heure de New York, 25 octobre 2007.

Le changement climatique est un défi mondial majeur dont les impacts visibles sont déjà évidents. Les petits États insulaires en développement (PEID) sont beaucoup plus vulnérables aux effets du changement climatique qui peuvent affecter négativement non seulement le bien-être de ses habitants mais également l'existence même de ces États. Les indices de vulnérabilité environnementale (IVE) pour 47 PEID montrent qu'aucun n'est résilient et que presque trois quarts sont hautement ou extrêmement vulnérables.

Les PEID sont situés dans les océans Pacifique, Indien et Atlantique et les mers des Grandes Caraïbes et de Chine du Sud. 6 PEID sont en Afrique, 23 en Amérique latine et dans les Caraïbes et 22 en Asie et dans le Pacifique.

Les défis au bien-être humain dans les PEID

Les recherches du Panel intergouvernemental pour les changements climatiques (PICC) indiquent que les effets du réchauffement mondial incluent la hausse du niveau des mers, l'augmentation des précipitations, des pluies et des vents plus forts liés aux ouragans, des sécheresses et des inondations plus prononcées liées au phénomène El Niño, une baisse de la quantité d'eau stockée dans les glaciers et une diminution de la productivité des récoltes et du bétail. Pour les PEID, ces effets peuvent être dévastateurs.

La hausse du niveau des mers menace déjà la sécurité des communautés et des villes situées dans des zones côtières basses dans des pays tels que le Bangladesh, la Chine, l'Inde, le Myanmar, la Thaïlande et les îles Etats du Pacifique-Sud. Les personnes les plus exposées au danger sont celles qui vivent sur des atolls et des îles basses et dans les communautés côtières à haut risque avec des habitations et des infrastructures inférieures aux normes. Dans certains cas extrêmes, l'émigration et l'installation hors des frontières nationales devrait être envisagée, ce qui entraînerait aussi une perte de souveraineté.

Les moyens de subsistance affectés incluent ceux dépendant des ressources naturelles sensibles au climat, dont l'agriculture de subsistance et commerciale et le tourisme côtier. Les estimations

montrent que le blanchiment du corail réduira le PIB futur de 40-50% d'ici 2020 dans les petites îles du Pacifique.

Les PEID doivent également affronter la baisse de la biodiversité et les effets sur l'agriculture des espèces étrangères invasives. Les effets de la dégradation et de la surexploitation dues aux activités humaines endommagent des ressources telles que les récifs coralliens, les lits d'algues et les mangroves qui fournissent une protection côtière naturelle et constituent la base de la subsistance et d'activités commerciales.

La détérioration de l'accès aux ressources a entraîné une concurrence croissante au niveau communautaire, national et régional, bien que les pressions varient d'un endroit à un autre. Il existe des problèmes supplémentaires, dont des pressions sociales résultant de la propriété coutumière des ressources et de la sécurité des titres fonciers.

Le changement climatique devrait exacerber les problèmes de santé, dont les maladies liées à la chaleur, le choléra, la dengue et l'empoisonnement aux biotoxines.

Opportunités

- Il est urgent d'intégrer les problèmes climatiques dans la planification du développement, surtout dans des secteurs tels que l'énergie, les transports, l'agriculture, les forêts et les infrastructures, au niveau tant des politiques que de leur mise en place.
- De même, les politiques facilitant l'adaptation aux changements climatiques dans les secteurs vulnérables, tels que l'agriculture, sont cruciaux pour minimiser les effets négatifs.
- L'adaptation implique d'améliorer les systèmes d'alerte rapide, de rendre l'économie plus indépendante du climat, de passer d'un paradigme de "contrôle de la nature" à un paradigme de "travail avec la nature". Alors que des options d'adaptation sont déjà mises en place dans les PEID, des stratégies spécifiques offrent des possibilités d'adaptation plus efficaces, notamment l'utilisation des connaissances traditionnelles

basées sur les conditions régionales ou culturelles typiques. Le recours à des techniques traditionnelles de conservation des aliments, par exemple enterrer ou fumer les aliments pour les utiliser pendant les périodes de sécheresse, peut par exemple améliorer la sécurité alimentaire dans les zones rurales, tandis que les matériaux et les modes de construction traditionnels peuvent contribuer à limiter les dégâts subis par les infrastructures et les pertes dues aux catastrophes naturelles.

- Les transformations des structures économiques et sociales, avec une large participation des responsables, vers des sociétés pauvres en carbone, sont essentielles.
- Les évaluations de la vulnérabilité et de l'adaptation doivent être intégrées davantage dans les politiques nationales et les activités de développement à tous les niveaux.



Audrey Ringler

La hausse du niveau des mers menace la sécurité des communautés et des villes situées dans les zones côtières basses.

Associer la protection marine et la régénération des ressources dans la conservation basée sur la communauté à Fidji

Les ressources marines côtières dans de nombreuses parties de Fidji souffrent de la surpêche due à la pêche commerciale et à la pêche de subsistance. Ces pratiques ont beaucoup affecté les communautés rurales, environ la moitié de la population de Fidji de 900 000 habitants, qui dépend des ressources marines collectives pour sa subsistance. La sécurité et l'accessibilité alimentaires ont été réduites. Les femmes qui glanent dans les champs de boue, par exemple, doivent déployer plus d'effort pour pêcher des espèces de subsistance telles que les clams. Environ 30-35% des foyers ruraux à Fidji vivent en dessous du seuil de pauvreté national.

Pour faire face à ces problèmes, les Fidjiens ont créé des espaces marins gérés localement (LMMA) et renforcé la gestion des ressources marines traditionnelles pour reconstituer le stock marin. Les communautés travaillent avec les *qoliqoli* (des zones avec des droits de pêche coutumiers officiellement reconnus), en imposant la fermeture temporaire de ces zones de pêche et des zones *tabu* (pas de pêche pour certaines espèces). Les communautés mettent en général de côté 10-15% des eaux de pêche du village pour protéger la fraie et les zones surexploitées et permettre la régénération des ressources. Les communautés reçoivent une expertise technique externe, mais ce sont elles qui prennent les décisions, et une LMMA est donc très différente d'une réserve marine ou d'une zone marine protégée. Les espèces locales très prisées, dont le homard des mangroves, ont augmenté jusqu'à 250% par an, avec un effet de déversement allant jusqu'à 120% hors de la zone *tabu* dans le village d'Ucunivanua. L'établissement des LMMA a augmenté le revenu des foyers et amélioré l'alimentation.

En conséquence du succès des LMMA de Fidji, les villageois ont augmenté la pression sur le gouvernement pour rendre la propriété juridique des 410 *qoliqoli* du pays à leurs propriétaires traditionnels.

Source : WRI

Les sources et crédits des informations présentées ici sont disponibles et intégralement référencées dans le quatrième rapport GEO, L'environnement pour le développement.